



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.797/2/V
du 28 août 2020

advies 67.797/2/V
van 28 augustus 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
modification de l'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
21 mars 2018 portant le statut
administratif et pécuniaire des
agents des services publics
régionaux de Bruxelles'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende wijziging
van het Besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 21 maart 2018
houdende het administratief
statuut en de
bezoldigingsregeling van de
ambtenaren van de
gewestelijke overheidsdiensten
van Brussel'

Le 15 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2020, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 15 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 31 augustus 2020 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2020.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La note au Gouvernement indique que le projet contient essentiellement des modifications de forme à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le statut SPRB).

Or, il apparaît que le projet implique des modifications qui ne sont pas que de pure forme ¹.

Le projet sera utilement accompagné d'un rapport au Gouvernement décrivant de manière précise les modifications envisagées ainsi que d'un commentaire des articles, à tout le moins de ceux qui n'apportent pas que des modifications purement formelles au statut SPRB.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 3 indiquera la date à laquelle le test d'égalité des chances a été réalisé.

2. L'alinéa 6 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.797/2/V du Conseil d'État, donné le 28 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ².

¹ À titre d'exemple, l'article 2 sur le calcul des délais.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la version française, il y a lieu d'écrire « paragraphes ».

Article 2

1. L'article 2/1, § 1^{er}, en projet contient les dispositions permettant de déterminer « la prise de connaissance d'une pièce ».

Or, plusieurs dispositions du statut SPRB utilisent les mots « notification » ou « notifiées ».

Interrogé sur la question de savoir si ces deux notions avaient la même portée ou, en d'autres termes, quel sens il convient de donner au mot « notifier » au regard de la définition donnée à la notion de « prise de connaissance », le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« La 'notification' (ou l'utilisation du verbe 'notifier') est équivalente à la prise de connaissance d'une pièce. Nous allons alors préciser dans ce nouvel article 2/1, § 1^{er} qu'il s'agit de la prise de connaissance ou de la notification. Nous supprimerons par ailleurs la possibilité de 'l'envoi par lettre normale' ».

Le projet sera adapté en ce sens.

2. Dans la version française de l'article 2/1, § 1^{er}, en projet, les mots « par l'envoi » seront chaque fois remplacés par les mots « en un envoi ».

3. L'article 2/1, § 2, alinéa 1^{er}, troisième tiret, en projet, prévoit que, lorsque la prise de connaissance consiste en un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, le délai est calculé « à partir du premier jour qui suit le jour de la réception du pli et ce jour est compris dans le délai ».

Interpellé sur cette formulation, qui peut être interprétée en ce sens que le jour de la réception du pli est compris dans le délai, le délégué du Ministre a indiqué que l'intention de l'auteur du projet était que « le délai débute le premier jour qui suit le jour de la réception du pli ».

Afin de mieux traduire cette intention, le mot « premier » sera inséré dans la disposition en projet, avant les mots « jour est compris dans le délai ».

4. À l'article 2/1, § 2, alinéa 3, en projet, il est question de « jours calendriers ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il y a lieu d'omettre le mot « calendriers »³.

5. À l'article 2/1, § 2, alinéa 6, en projet, de manière analogue à ce que prévoit l'article 2, § 2, première phrase, du statut SPRB, abrogé par l'article 1^{er} du projet, le début de la première phrase sera clarifié, si telle est l'intention, en faisant précéder les mots « l'envoi suivant une procédure électronique » par les mots « Lorsque le présent arrêté prévoit un envoi par lettre recommandée avec ou sans accusé de réception, »⁴.

Article 3

Le délégué du Ministre a confirmé que le président de la commission de sélection comparative sera nécessairement un délégué de SELOR.

Cette précision figurera utilement dans le texte en projet.

Article 4

L'article 64 du statut SPRB n'envisage pas la possibilité d'« une seconde prolongation du stage », l'alinéa 3 de cette disposition précisant même que la prolongation du stage, qualifiée d'unique, « n'est pas renouvelable ».

L'article 4 est donc dépourvu d'objet et sera omis.

Article 10

De l'accord du délégué du Ministre, à l'article 139, alinéa 2, en projet, la précision apportée par la dernière phrase n'apparaît pas utile au vu de la formulation de l'article 2/1 en projet du statut SPRB, et sera donc omise.

Article 17

Il y a lieu d'écrire « Dans l'article 190, alinéa 1^{er}, 2^o, de la version néerlandaise du même arrêté, ».

³ Voir en ce sens l'avis n° 62.722/4 donné le 12 février 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62722.pdf>).

⁴ Il est tenu compte du fait que, selon l'explication fournie par le délégué du Ministre reproduite ci-dessus dans l'observation n° 1, la possibilité de l'envoi par lettre normale pour attester d'une prise de connaissance ou d'une notification sera omise.

Article 20

Plutôt que de remplacer l'entièreté de l'article 227, § 2, du statut SPRB, mieux vaut y insérer le nouvel alinéa 3 envisagé, qui constitue la seule modification de cette disposition.

Article 21

Dans la version française de l'article 261, 1°, a), en projet, les mots « 2 jour » seront remplacés par les mots « 2 jours ».

Article 24

Dans la version française de l'article 308, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire « introduisant le recours ».

Article 32

La question se pose de savoir pourquoi l'article 450 du statut SPRB est abrogé par l'article 32, alors que le projet ne modifie pas l'article 453, alinéa 1^{er}, du même texte, auquel il renvoie.

Le rapport au Gouvernement fournira les explications utiles à ce sujet.

Article 36

1. À l'article 495/1 en projet :

– le sigle « § 2. » sera omis ;

– aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « d'échelle » seront chaque fois insérés après les mots « d'ancienneté ».

2. Il convient en outre d'aligner la version néerlandaise sur la version française de l'article 495/1, alinéa 2, en projet en remplaçant les mots « tot 15 jaar » par les mots « tot minder dan 15 jaar ».

Article 37

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

« À l'annexe 1, chapitre 1^{er}, niveau B, du même arrêté, il est inséré un point 9), rédigé comme suit : ».

Article 39

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur déroge à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', qui énonce que

« [l]es arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. Les arrêtés notifiés aux intéressés sont obligatoires à partir de la notification ou de leur publication si elle lui est antérieure ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

La règle d'entrée en vigueur à l'examen présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas de ce délai normal de dix jours.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ⁵.

Article 40

Invité à justifier le caractère rétroactif donné par l'article 40 à l'article 36 du projet, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« L'accord sectoriel 2015-2016 prévoyait que les agents qui ont au moins 15 années d'ancienneté dans le même grade bénéficient de la 3^{ème} échelle de traitement et que ceux qui n'ont pas encore 15 ans d'ancienneté mais au moins 6 ans d'ancienneté bénéficient de la 3^{ème} échelle dès la 15^{ème} année. Il a été tenu compte de cet accord, à l'article 106 de l'arrêté statut du 21 mars 2018, cependant cet article peut être soumis à interprétation quant à sa date d'application par rapport à certains agents. La volonté est bien que cet article s'applique à tous les agents ayant les 15 années d'ancienneté requises dès l'entrée en vigueur de l'arrêté statut du 21 mars 2018 ».

Cette justification paraît admissible et figurera dans le rapport au Gouvernement.

*

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 156.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Volgens de nota aan de Regering bevat het ontwerp in essentie vormelijke wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: het GOB-statuuut).

Het ontwerp blijkt echter ook wijzigingen te impliceren die niet louter vormelijk zijn.¹

Het zou nuttig zijn dat bij het ontwerp een verslag aan de Regering wordt gevoegd waarin de voorgenomen wijzigingen nauwkeurig worden beschreven, alsook een artikelsgewijze bespreking, op zijn minst van de artikelen die niet alleen louter vormelijke wijzigingen aanbrengen in het GOB-statuuut.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het derde lid moet worden vermeld op welke datum de gelijkekansentest is uitgevoerd.

2. Het zesde lid, dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State, moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 67.797/2V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.²

¹ Zie bijvoorbeeld artikel 2 dat betrekking heeft op de berekening van de termijnen.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse versie behoort “paragraphes” te worden geschreven.

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 2/1, § 1, bevat de bepalingen op grond waarvan “de kennisgeving van een stuk” kan geschieden.

In verschillende bepalingen van het GOB-statuuut worden evenwel de woorden “betekening” of “betekend” gebruikt.

Op de vraag of die twee begrippen dezelfde strekking hebben of, met andere woorden, welke betekenis aan het woord “betekenen” moet worden gegeven in het licht van de definitie die van het begrip “kennisgeving” wordt gegeven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La ‘notification’ (ou l’utilisation du verbe ‘notifier’) est équivalente à la prise de connaissance d’une pièce. Nous allons alors préciser dans ce nouvel article 2/1, § 1er qu’il s’agit de la prise de connaissance ou de la notification. Nous supprimerons par ailleurs la possibilité de ‘l’envoi par lettre normale’”.

Het ontwerp moet in die zin worden aangepast.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2/1, § 1, moeten de woorden “par l’envoi” telkens worden vervangen door de woorden “en un envoi”.

3. Het ontworpen artikel 2/1, § 2, eerste lid, derde streepje, bepaalt dat, wanneer de kennisgeving is gebeurd bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, de termijn wordt berekend “vanaf de eerste dag die volgt op deze waarop de brief aangeboden werd, en dat deze dag is inbegrepen in de termijn”.

Op een vraag over die formulering, die aldus kan worden begrepen dat de dag van de ontvangst van de brief in de termijn is begrepen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt dat “le délai débute le premier jour qui suit le jour de la réception du pli”.

Teneinde die bedoeling duidelijker weer te geven, moet het woord “eerste” in de ontworpen bepaling worden ingevoegd vóór de woorden “dag is inbegrepen in de termijn”.

4. In het ontworpen artikel 2/1, § 2, derde lid, is er sprake van “kalenderdagen”.

Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt, schrijve men “dagen”.³

5. In het ontworpen artikel 2/1, § 2, zesde lid, moet – naar analogie met wat is bepaald in artikel 2, § 2, eerste zin, van het GOB-statuuat, welke paragraaf wordt opgeheven bij artikel 1 van het ontwerp – het begin van de eerste zin worden verduidelijkt, indien dat de bedoeling is, door de woorden “Wanneer dit besluit voorziet in het versturen van een aangetekend schrijven met of zonder ontvangstbewijs wordt” in te voegen vóór de woorden “[h]et versturen via een elektronische procedure, [...], beschouwd als equivalent”.⁴

Artikel 3

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat de voorzitter van de selectiecommissie voor vergelijkende selecties noodzakelijkerwijs een afgevaardigde van SELOR moet zijn.

Het verdient aanbeveling die precisering op te nemen in de ontworpen tekst.

Artikel 4

Artikel 64 van het GOB-statuuat voorziet niet in de mogelijkheid van “een tweede verlenging van de stage”. In het derde lid van die bepaling wordt zelfs gepreciseerd dat de verlenging van de stage, die als eenmalig wordt aangemerkt, “niet hernieuwbaar is”.

Artikel 4 is bijgevolg zonder voorwerp en moet worden weggelaten.

³ Zie in die zin advies 62.722/4, gegeven op 12 februari 2018 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62722.pdf>).

⁴ Er is rekening gehouden met het feit dat, volgens de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg die hiervoor in opmerking 1 is overgenomen, de mogelijkheid om een kennisname of kennisgeving middels gewone brief te bevestigen, moet worden geschrapt.

Artikel 10

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de precisering die in de laatste zin van het ontworpen artikel 139, tweede lid, wordt aangebracht, nutteloos is gelet op de formulering van het ontworpen artikel 2/1 van het GOB-statuut, en dus moet worden weggelaten.

Artikel 17

Men schrijve “In artikel 190, eerste lid, 2°, van de Nederlandse tekst van hetzelfde besluit”.

Artikel 20

In plaats van het volledige artikel 227, § 2, van het GOB-statuut te vervangen, zou het beter zijn het nieuw ontworpen derde lid, dat de enige wijziging in die bepaling is, erin in te voegen.

Artikel 21

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 261, 1°, a), moeten de woorden “2 jour” worden vervangen door de woorden “2 jours”.

Artikel 24

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 308, tweede lid, dient “introduisant le recours” te worden geschreven.

Artikel 32

De vraag rijst waarom artikel 450 van het GOB-statuut wordt opgeheven bij artikel 32, terwijl het ontwerp geen wijzigingen aanbrengt in artikel 453, eerste lid, van dezelfde tekst waarnaar dat artikel 450 verwijst.

Het verslag aan de Regering moet dienaangaande de dienstige toelichtingen verstrekken.

Artikel 36

1. In het ontworpen artikel 495/1:

- moet de vermelding “§ 2.” worden weggelaten;
- moet in het eerste en het tweede lid het woord “anciënniteit” telkens worden vervangen door het woord “schaalanciënniteit”.

2. Bovendien moet de Nederlandse tekst in overeenstemming worden gebracht met de Franse tekst van het ontworpen artikel 495/1, tweede lid, door de woorden “tot 15 jaar” te vervangen door de woorden “tot minder dan 15 jaar”.

Artikel 37

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld:

“In bijlage 1, hoofdstuk 1, niveau B, van hetzelfde besluit, wordt een punt 9) ingevoegd dat als volgt luidt:”.

Artikel 39

Volgens de voorliggende bepaling treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op de maand van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Een dergelijke regel van inwerkingtreding wijkt af van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’, dat als volgt luidt:

“De besluiten zijn verbindend de tiende dag na die waarop zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, tenzij zij een andere termijn bepalen. De besluiten waarvan kennis is gegeven aan de belanghebbenden, zijn verbindend vanaf de kennisgeving of vanaf de bekendmaking als deze voorafgaat”.

De bedoeling van die bepaling is dat iedereen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Het nadeel van de voorliggende regel van inwerkingtreding is dat, indien het ontworpen besluit op het eind van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over die normale termijn van tien dagen zullen beschikken.

De voorliggende bepaling hoort te worden weggelaten zodat wordt verwezen naar het gemene recht inzake de inwerkingtreding, tenzij er een bijzondere reden zou bestaan om daarvan af te wijken. Indien de formulering in het ontwerp wordt behouden, moet ervoor worden gezorgd dat iedereen voldoende tijd heeft om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.⁵

Artikel 40

Op de vraag om de terugwerkende kracht die bij artikel 40 wordt verleend aan artikel 36 van het ontwerp, te verantwoorden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'accord sectoriel 2015-2016 prévoyait que les agents qui ont au moins 15 années d'ancienneté dans le même grade bénéficient de la 3ème échelle de traitement et que ceux qui n'ont pas encore 15 ans d'ancienneté mais au moins 6 ans d'ancienneté bénéficient de la 3ème échelle dès la 15ème année. Il a été tenu compte de cet accord, à l'article 106 de l'arrêté statut du 21 mars 2018, cependant cet article peut être soumis à interprétation quant à sa date d'application par rapport à certains agents. La volonté est bien que cet article s'applique à tous les agents ayant les 15 années d'ancienneté requises dès l'entrée en vigueur de l'arrêté statut du 21 mars 2018”.

Die verantwoording lijkt aanvaardbaar en moet worden opgenomen in het verslag aan de Regering.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 156.